

# OPINION

redaction.union@sonapresse.com

## Coronavirus : un changement de paradigme à terme

\* Par Jean-Fidèle OTANDAULT

Le Gabon jusque-là épargné, a officiellement enregistré son premier cas de Covid-19, le 12 mars 2020. Tous les Etats vont des stratégies en stratégies jugées meilleures pour arrêter la propagation de ce virus, considéré, à date et à raison, comme le premier ennemi public. Au Gabon, sur instructions du Président de la République, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, le gouvernement travaille sans relâche à multiplier les mesures à caractère social. En effet, nos autorités dirigeantes ont mis en place un fond spécial de solidarité de 250 milliards de FCFA et plusieurs mesures sociales ont été prises. Sachant que l'issue de la lutte contre cet adversaire invisible dépend du soin que l'on apporte à préparer le combat, le chef de l'Etat a mis à disposition, à ses frais personnels, un montant de 2 milliards 100 millions pour soutenir, pendant une période de 6 mois, les populations les plus vulnérables en cette période de crise sanitaire. Le chef de l'Etat continue de veiller indéniablement sur son peuple. Et les mesures initiées jusqu'à présent participent, à bien des échelons, à contenir la propagation du virus dans le pays. Néanmoins, une fois cette crise sanitaire dépassée, notre pays devra faire face à un autre challenge, celui de relever une économie dévastée. A l'échelle du continent, nous nous trouverons devant la nécessité de mettre en place un large programme de stabilisation et de révision économique. Une démarche vitale pour redresser une Afrique considérablement fragilisée, et relever le défi ambitieux de l'inscrire définitivement sur la voie de la croissance inclusive et durable. Si tant est que la crise économique à venir pourrait être d'une ampleur, pensent-on, comparable à celle qui bouleversa l'Occident en 1929. Nous n'aurons donc pas d'autres choix, les mois qui suivront la fin de cette pandémie, que d'initier des mesures audacieuses axées essentiellement sur la diversification de nos économies, qui se devront d'être plus vertes et plus résilientes. Conditions sine qua non pour départir nos pays, tel le Gabon, de la dépendance au pétrole. Notre exposition aux fluctuations du cours des matières premières – qu'il s'agisse d'hydrocarbures ou de produits miniers – rend nos États beaucoup trop dépendants et donc vulnérables. Pour avoir une chance de s'en sortir, il sera nécessaire pour l'Afrique de s'orienter davantage vers la transformation des produits bruts et le renforcement de secteurs à forte valeur ajoutée, comme la pêche, l'agriculture, le bois, les nouvelles technologies... C'est donc une

économie de rupture qui se profile à l'horizon post-Covid-19. Une économie qui met un terme au marchandage de précieuses ressources locales, selon les dictats de la logique mercantile mondiale et au détriment de l'immense majorité des populations. L'application de "la règle des 80/20" pourrait résumer la nouvelle stratégie économique quant à l'affectation des investissements publics. Si nous considérons le budget global d'Investissement d'un pays, le gouvernement devra s'engager à affecter 80% des fonds disponibles à trois secteurs jugés prioritaires, et ce chaque année, pendant trois ans. La crise sanitaire que nous vivons, a mis en lumière la nécessité de renforcer les secteurs de la Santé, de l'Education et de l'Agriculture. La première année (2021), cette enveloppe d'investissements publics devra être utilisée pour renforcer et améliorer l'offre des soins. 50% seront donc alloués au secteur sanitaire et les 50% restants seront dédiés à l'Education et l'Agriculture de manière égale, soit à hauteur de 25% chacun. La deuxième année, il s'agira de réajuster les dépenses, le montant affecté à l'Education passera à 50% de l'enveloppe, celui affecté à la Santé à 25% et celui affecté à l'Agriculture restera inchangé à 25%. Enfin, en 2023, l'Agriculture devra bénéficier de 50% de l'enveloppe budgétaire, l'Education et la Santé, devront recevoir respectivement 25% des fonds disponibles. Les plans de relance dépendront du budget de chaque État, dont le montant sera conditionné par les marges budgétaires issues du gel ou de l'annulation de la dette. L'affectation du budget global d'Investissement sur trois ans, selon ce modèle "80/20", devrait permettre aux États africains de limiter l'impact économique de la crise et de créer des économies plus résilientes à l'avenir. Dès lors, s'imposera la mise en place d'une administration dédiée à la planification et au développement durable dans nos pays. Plusieurs États partenaires et institutions internationales ont suggéré l'annulation de la dette des pays africains. Quant à la question, je comprends bon nombre d'arguments en faveur de cette mesure et d'autres en sa défaveur. Il est important de replacer cette question dans son contexte global. Premier constat : un effondrement de l'économie au niveau planétaire et une explosion de la dette de nombreux pays, y compris occidentaux (telle que la France qui voit sa dette passer de 95% du PIB à 115%). Deuxième constat : des aides financières et fiscales massives ont été débloquées pour soutenir les entreprises de ces pays. Un chef d'État européen a employé le terme "économie

de guerre", qui prend sens lorsqu'un gouvernement met en œuvre des mesures extra-ordinaires, non habituelles en temps de paix, pour soutenir une économie en souffrance. De fait, à la question "Devons-nous, nous donner tous les moyens, y compris les plus inhabituels, pour faire face à une crise économique et financière, contrecoup de cette crise sanitaire ?", je réponds oui ! Et soutiens la position officielle du Gabon et des Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) sur la question de l'annulation de la dette. En outre, pour une bonne relance économique, il faudrait de

surcroît que les institutions financières assouplissent les normalités d'aide et des prêts concessionnels. Dans un contexte d'anormalité économique, il est plus que judicieux pour les institutions internationales de s'affranchir de certaines normes préétablies pour soutenir véritablement l'Afrique. J'ai aussi foi en la force de notre jeunesse, en la mise en place d'accélérateurs, d'incubateurs intrarégionaux ou nationaux, qui doivent pousser nos start-up à éclore. En conclusion, je pense fermement que ce n'est qu'à ce prix que nous atteindrons la stabilité de nos tissus économiques et la soutenabilité financière et monétaire tant



Photo: D.R./L'Union

recherchées. Ce, pour la pérennité des politiques publiques et le bien-être de nos populations.

\*Expert-comptable diplômé, inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables Paris-Ile-de-France, Commissaire aux Comptes.

## L'importance de solides valeurs démocratiques pour faciliter la lutte contre une pandémie

Par Tibor NAGY\*

Si le monde avait besoin d'un rappel de l'importance cruciale de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la pandémie de Covid-19 que nous connaissons actuellement en est un parfait exemple. Le coronavirus ne connaît pas de frontières nationales, de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique. Nous y sommes exposés du simple fait de notre humanité, et nous vaincrons ce virus parce que chacun de nous sait instinctivement que nous devons travailler ensemble, en prenant appui sur les atouts que nous confère notre respect des droits de l'Homme. Prenez la liberté d'expression. À titre individuel, nous sommes impuissants face à ce virus, nous nous avertissons donc mutuellement en utilisant tous les moyens de communication dont nous disposons. Nous échangeons des informations vitales sur la maladie et sa propagation et sonnons l'alarme si quelque chose (ou quelqu'un) représente une menace pour nos communautés. Ou prenez la liberté de religion ou de conviction. On peut y chercher conseil au niveau spirituel et une protection contre la pandémie, individuellement ou au sein de la communauté. Ensuite, il y a le droit de réunion pacifique et de libre association. Nous travaillons en collaboration avec d'autres personnes pour veiller au soutien et à la sécurité de nos premiers intervenants et des travailleurs essentiels mobilisés, notamment par le biais d'actions de plaidoyer en ligne. Et, parce que notre vie en dépend, nous attendons de nos dirigeants politiques qu'ils nous disent la vérité sur les défis à venir et acceptent la critique et la responsabilité avec humilité, grâce et compassion. C'est une question de responsabilisation politique et morale. Lorsque nos dirigeants et nos médias diffusent des informations crédibles et op-

portunes sur les risques et les avantages, les citoyens peuvent faire des choix éclairés sur les moyens de se protéger, de protéger leurs familles et leurs voisins. Sans ces libertés et la responsabilité qui les accompagne, il est impossible de mettre au point les médicaments qui permettront de vaincre ce virus, ou de formuler les stratégies politiques et financières nécessaires au rétablissement de nos économies. C'est au gouvernement qu'il incombe de protéger l'une et l'autre. Les systèmes autoritaires révèlent leurs faiblesses en temps de crise. Les gouvernements qui emprisonnent ou oppriment ceux qui voudraient nous avertir qu'il existe un problème grave se réfugient dans la forme la plus grossière de déni. Les gouvernements qui interdisent ou cherchent à limiter la publication d'informations vitales, ou à limiter la collaboration scientifique, sociale ou politique, menacent non seulement la vie de leur propre population, mais aussi celle de personnes d'autres pays. Il est contraire au concept même des droits de l'Homme de supprimer la communication d'informations cruciales sur la santé publique. La "sécurité du public" passe par la liberté et la responsabilité politique. Sans cette responsabilité, nos communautés sont exposées à un risque inacceptable. L'histoire a montré que les résultats des dirigeants qui sont vraiment transparents, responsables et à l'écoute des critiques de leurs citoyens sont en relation directe avec la sécurité et la prospérité des familles et des communautés qu'ils servent. Des démocraties comme Taïwan, la Corée du Sud, l'Allemagne et les États-Unis ont fait preuve d'ouverture et d'honnêteté en ce qui concerne les chiffres alarmants, mais également les tactiques agressives qu'elles utilisent pour lutter contre le virus. Les démocraties de première ligne comme Taïwan et la Corée du Sud ont été parmi les premières à constater des infections en dehors de Wuhan



Photo: DR

et ont rapidement réussi à prévenir la propagation incontrôlée du virus sans recourir à l'oppression et à la peur. En tant qu'Américains, nous sommes fiers que nos secteurs public et privé - dans le cadre d'une approche englobant l'ensemble de l'Amérique - aient déjà mobilisé des ressources pour aider à lutter contre Covid-19. Depuis le début de l'épidémie, le gouvernement américain a engagé 775 millions de dollars d'aide à ce jour et des entreprises, des ONG, des organisations confessionnelles et des particuliers américains ont contribué à hauteur d'au moins 3 milliards de dollars sous forme de dons et d'aide pour lutter contre le virus. Le proverbe africain selon lequel : "Si vous voulez aller vite, allez seul. Si vous voulez aller loin, allez-y ensemble" témoigne d'une profonde sagesse. Le peuple américain peut vous dire que vous n'êtes pas seuls face à cette crise. Nos communautés font face aux mêmes souffrances et aux mêmes défis que vous. Les Américains sont à vos côtés - sur un pied d'égalité - dans cette crise. Nous surmonterons cette crise en réaffirmant ce qui nous rend humains et libres : une communication honnête et transparente, une collaboration créative et une véritable responsabilité envers nos êtres chers et nos communautés.

\* Sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines (Diplomate de carrière, a passé 32 ans au service de l'Etat américain, dont plus de 20 ans en poste en Afrique).